

Bernard LE CALLOC'H

L'AMBASSADE À PARIS DE LADISLAS TELEKI (1848-1849)

En septembre 1848, le comte Ladislas Teleki est dépêché en France pour y représenter la nouvelle Hongrie, issue des événements révolutionnaires de mars. Il est muni des lettres de créance qui doivent l'accréditer comme l'ambassadeur de son pays. Mais le chef du pouvoir exécutif de la II^e République, Cavaignac, redoute les conséquences d'une reconnaissance officielle sur l'équilibre européen. Lui et son ministre des Affaires étrangères, Bastide, le reçoivent donc comme s'il s'agissait d'un hôte de marque, et non d'un diplomate, car ils pensent que l'existence de l'empire des Habsbourg est nécessaire face à la montée de la puissance prussienne. Faisant contre mauvaise fortune bon cœur, Teleki n'en ouvre pas moins une ambassade à titre officieux. Il entreprend une campagne de presse pour expliquer le droit à l'indépendance de la Hongrie et tente de s'entendre avec les émigrés slaves et roumains sur un projet de confédération danubienne. Seuls les Polonais lui témoignent de l'intérêt. L'évolution rapide de la situation politique intérieure française lui est défavorable. Sa mission prend fin en août 1849, au lendemain de la capitulation à Világos. Elle a été un échec de bout en bout.

Le 8 septembre 1848, le comte Ladislas Teleki, quatrième du nom, arrive à Paris. Il a reçu mission du gouvernement issu des événements insurrectionnels du 15 mars de représenter officiellement la nouvelle Hongrie en tant qu'État souverain auprès du gouvernement de la Deuxième République française, lui-même issu de la révolution des 22-24 février précédents.

PRÉLUDE

Depuis la prise de fonction, le 17 mars, du premier cabinet hongrois constitutionnel, présidé par le comte Louis Batthiány, il s'est écoulé près de cinq mois avant que ne soit décidé l'envoi d'un représentant diplomatique à Paris, indépendant de celui de l'Autriche. Cela ne signifie pas que les nouveaux dirigeants ne se sont pas préoccupés de lier des relations diplomatiques, au moins embryonnaires, ici ou là, au hasard des intérêts les plus pressants. C'est ainsi que, dès avril, un chargé d'affaires a été envoyé à Iași et à Bucarest, puis un troisième aussitôt après à Constantinople. À l'époque, cela n'a pas soulevé l'opposition de l'Autriche, parce qu'elle était aux prises avec sa propre révolution. Le prince Paul Eszterházy, ministre de la maison du roi, en charge des affaires étrangères, avait alors la confiance du souverain, l'empereur Ferdinand I^{er}, roi de Hongrie sous le nom de Ferdinand V. Il en a été de même le 14 mai, quand Ladislas Szalay et Denis Pázmándy ont été dépêchés en qualité de plénipotentiaires auprès du parlement pan-allemand de Francfort, et ceci bien que le poste de régent général de l'empire ait été confié à un Habsbourg, l'archiduc Jean.

En fait, des démarches secrètes ont déjà eu lieu, dans le but de sonder les intentions des républicains au pouvoir à Paris et notamment pour savoir si, au cas où la Hongrie enverrait un ambassadeur, elle serait assurée de la réciprocité. Au mois de mai, un envoyé de Batthiány, le pasteur Wimmer¹ est venu discrètement s'enquérir du point de vue d'Alphonse de Lamartine, ministre des Affaires étrangères. Deux mois plus tard, Ladislas Szalay, de retour d'une mission à Londres, a tenté d'en savoir plus ; mais il en a été empêché par les échauffourées de juin et la démission de Lamartine. Il est à Paris le 26 juin, le jour même où Cavaignac écrase les insurgés et met un point final à la révolution de février. Sans doute cet échec est-il au moins l'une des raisons pour lesquelles le gouvernement hongrois a reporté sa décision à plus tard. C'est, en effet, seulement au cours du conseil interministériel du 4 août

¹ Le pasteur luthérien August Gottlieb Wimmer est un Allemand. Sa qualité de neutre dans le conflit austro-hongrois lui facilite le rôle de médiateur qui lui a été confié.

qu'est envisagée la question de savoir s'il faut ouvrir avec la France des relations diplomatiques régulières, sans toutefois que des noms soient prononcés. Il ne s'agit encore que d'une décision de principe. Les gouvernants hongrois sont conscients de l'importance considérable qu'une telle nomination d'ambassadeur va revêtir dans le contexte nouveau de l'été 1848. Ils doivent tenir compte de l'évolution de la situation à Vienne et n'ignorent pas que le cabinet Wessenberg-Ampringen, pas plus que ses prédécesseurs, les cabinets Pillersdorf et Doblhoff-Dier, ne laissera les choses se faire sans réagir.

Batthiány en prend néanmoins son parti. Au cours des semaines qui suivent, le journaliste français Auguste de Gérando, qui a épousé en 1840 Emma, fille du comte Emeric Teleki, et s'est fait connaître pour ses sentiments résolument hungarophiles, prend une part discrète mais essentielle à la préparation de l'ambassade, noue ou renoue des relations, alerte des amis politiques, entreprend une campagne auprès de ses confrères, bref trace la voie à celui qui aura le redoutable honneur de représenter la Hongrie nouvelle en France. Le 24 août, le comte Ladislas Teleki, qui vient de se signaler comme le plus brillant orateur de la nouvelle Assemblée nationale, est informé de la décision le concernant et prié de rejoindre son poste au plus vite. Le 29, il reçoit des mains de son ami Louis Batthiány ses lettres de créance (qu'il a lui-même rédigées), et le 31 il quitte Pest.

De passage à Vienne, il y est retenu quatre jours par les négociations que Batthiány est venu y mener. Accompagné du prince Esterházy et de François Deák, ministre de la Justice, il se rend en délégation auprès du roi pour le prier de ne plus tarder davantage à donner sa sanction aux réformes entreprises depuis mars et de s'opposer à la menace qu'une prochaine agression croate fait peser sur le pays. Peine perdue ! Le même jour paraît un rescrit royal remettant en cause toutes les réformes jusque là agréées par le souverain et réhabilitant le comte Joseph Jellašić², ban de Croatie, que le roi avait d'abord désavoué, et qui est à la veille d'envahir la

² Le baron Jellašić a été fait comte au moment de sa nomination comme ban de Croatie, nomination intervenue sans que le gouvernement hongrois ait été consulté.

Transdanubie. Teleki, qui n'a pas assisté à l'audience, est avisé du tournant que les événements viennent de prendre. La politique réactionnaire et hungarophobe de l'entourage royal a eu raison des velléités réformatrices de Ferdinand. Cela le confirme dans l'idée que la Hongrie doit désormais suivre sa propre voie et mener sa propre diplomatie sans plus tenir compte des intrigues de la camarilla.

Le 3 septembre, Teleki se rend avec Batthiány chez le chargé d'affaires français, Edmond de Lacour³. Le chef du gouvernement hongrois exprime à ce dernier ses craintes de voir l'Autriche soulever contre son pays les minorités slaves et roumaine. Il sollicite vivement l'aide de la France, qu'il semble croire encore à cette époque dans les mêmes dispositions d'esprit qu'avant les journées de juin. Il suggère que celle-ci reconnaisse au moins de facto l'indépendance de la Hongrie et le fasse sans délai. Dès lors, elle pourrait s'employer très utilement à user de ses bons offices pour empêcher l'éclatement d'un conflit armé, tout en facilitant les efforts de son gouvernement en vue d'un règlement négocié.

Le lendemain, Teleki quitte Vienne pour Francfort et de là pour Paris, dans la conviction qu'il sera impossible d'éviter l'affrontement, car ceux qui à présent ont repris le pouvoir derrière le faible Ferdinand ne veulent rien céder. Ils sont prêts à tout mettre en œuvre pour mater la rébellion hongroise. Teleki connaît le mot de Metternich, selon qui l'empire des Habsbourg sans la Hongrie serait voué à la disparition.

QUI EST LADISLAS TELEKI ?

À peine arrivé dans la capitale française, il demande audience à Jules Bastide, ancien secrétaire général du gouvernement républicain, qui vient de succéder à Lamartine au ministère des Affaires étrangères.

Que sait-on alors de ce premier représentant diplomatique de la Hongrie ressuscitée ? Qui est Ladislas Teleki ?

³ Archives diplomatiques françaises, Autriche, 1848.



Le comte Ladislas Teleki (1811-1861) à l'époque de son ambassade à Paris

Ladislás Teleki est depuis février dans sa trente-huitième année. Il est le descendant d'une prestigieuse famille de magnats hongrois de Transylvanie, dont les plus lointaines origines remontent au XII^e siècle avec le clan de Garázda (aujourd'hui Gorazde, en Bosnie). Elle a reçu son premier blason de noblesse en 1408 et la couronne comtale en 1685. En 1697, Michel Teleki, chancelier du prince de Transylvanie Michel Apafi, a été élevé au rang de comte du Saint Empire romain germanique. Depuis lors les Teleki n'ont cessé de s'illustrer dans les fonctions publiques les plus hautes et les domaines les plus divers de la culture intellectuelle.

Ladislás Teleki est le fils du comte Ladislás, troisième du nom, gardien de la couronne (*koronaőr*), décédé en 1821, qui consacra sa vie à l'étude et aux lettres hongroises. Promoteur du renouveau de la langue nationale, il a secondé Etienne Széchenyi dans la création de la « Société savante » qui est devenue l'Académie des sciences.

Sa mère, née baronne Jeanne Mészáros, morte en 1844, a pris à l'instar de son mari une part importante dans la vie culturelle et sociale de la Hongrie renaissante. Elle a été la seule femme à figurer parmi les fondateurs de l'Académie. Elle a présidé jusqu'à sa mort la Société féminine de bienfaisance de Pest (*Pesti jótékony-sági NO legylet, Pester Wohlthätiger Frauenverein*) à laquelle elle n'a pas hésité à sacrifier une part notable de la fortune familiale.

Son demi-frère, l'historien Joseph Teleki, est depuis 1830 président de l'Académie des sciences et depuis 1840 gouverneur général de la Transylvanie. C'est l'une des plus éminentes personnalités du monde savant et de la vie publique.

Les Teleki de Szék appartiennent à la branche protestante de la famille. Fidèles au calvinisme de leurs ancêtres, ils sont connus pour la simplicité de leurs mœurs et leur relative austérité. Ils sont également connus pour leur ardent patriotisme hongrois, qui leur a toujours fait refuser l'exil doré à Vienne et les a amenés à jouer de génération en génération un rôle souvent capital dans le mouvement des réformes politiques et la renaissance artistique et littéraire.

Comme la plupart des magnats de leur temps, ils cultivent avantageusement les langues étrangères et ont fréquenté les universités protestantes des États allemands, car ils ont tous un niveau de

culture très élevé. Ladislas Teleki, quant à lui, parle et écrit parfaitement le français, au point de correspondre dans cette langue avec sa mère, ainsi qu'avec sa sœur cadette, la comtesse Augusta Degenfeld-Schomburg. Il a fait une partie de ses études de droit à Berlin, ce qui prouve assez qu'il s'exprime sans difficulté en allemand. Il a aussi appris l'anglais, par curiosité envers ce monde britannique qui l'attire et dont il admire les institutions. Enfin, bien entendu, il écrit et parle couramment le latin, puisque ce fut la langue officielle de son pays jusqu'en 1836, et dans la réalité jusqu'en 1844, pour l'administration, la justice et les débats parlementaires.

Dès le temps où il était l'élève du collège protestant de Sárospatak (1828-1830), il a révélé une intelligence au-dessus de la moyenne et un sens moral aigu, en même temps qu'un goût prononcé pour tous les modes de l'expression littéraire. Il est allé ensuite poursuivre des études de droit à l'université de Pest, puis à celle de Berlin. À la chambre haute des Ordres nobiliaires, il a la réputation d'un juriste consommé, d'un argumenteur de première force, d'un analyste retors.

Au terme d'un voyage de près de trois ans à travers l'Europe (1833-1836), au cours duquel il rencontre à Paris Victor Hugo et dîne à la table de Louis-Philippe, il est coopté à vingt-six ans député à la chambre des magnats par l'arrondissement de Fogaras. Ce n'est pas pour y faire de la figuration. À peine est-il investi de cette haute fonction qu'il se lie d'amitié avec celui qu'il nomme « l'adorable Széchenyi », mais aussi avec Nicolas Wesselényi, Louis et Casimir Batthiány, Paul Szemere, François Kölcsey, Louis Kossuth, qui incarnent alors dans le cadre anachronique de la vieille constitution nobiliaire, les idées de renouveau, de réveil national, de réformes économiques et sociales. Ce sont eux qui constituent l'opposition à la réaction habsbourgeoise, à l'esprit de la Sainte Alliance, à l'immobilisme du prince Metternich, tant à la diète hongroise de Presbourg (Pozsony, Bratislava) qu'à la diète transylvaine de Hermannstadt (Nagyszeben, Sibiu). Cette opposition toutefois n'est pas anti-dynastique et elle ne s'inspire pas nécessairement des idées libérales qui ont cours à la même époque à Paris et à Londres, car la Hongrie connaît encore un régime politique archaïque, où le code médiéval de Werbőczy — le

Tripartitum — est toujours en vigueur. Les artisans et commerçants des villes, qui sont les seuls bourgeois, représentent moins de 3 % de la population active, et ce sont pour la plupart des Allemands ou des Juifs. Le peuple paysan vit dans l'ignorance et la pauvreté. Il n'a aucun moyen de faire valoir ses droits. Seuls les nobles, et spécialement les plus puissants d'entre eux, les magnats, ont la possibilité de s'exprimer et dans une certaine mesure de faire bouger les choses, mais ce sont précisément ceux qui le désirent le moins. Le rôle alloué aux aristocrates de l'opposition parlementaire est donc d'autant plus important. Teleki est d'esprit moderne, progressiste, il est bien persuadé de la nécessité de mettre son pays au diapason du monde occidental. Il n'est pas pour autant un révolutionnaire. Ce n'est pas un « montagnard », comme l'en accuse Étienne Széchenyi. Il ne le deviendra, à son corps défendant, qu'après 1848, sous l'empire des circonstances et par fidélité à Louis Kossuth. Jusqu'à cette date il présente, en quelque sorte, un double visage. D'un côté, c'est un orateur parlementaire d'une éloquence indéniable, un débateur habile dont le franc-parler est célèbre. De l'autre, c'est la coqueluche des salons à la mode, un danseur accompli, un causeur spirituel volontiers persifleur, mais en outre un duelliste redouté. Il n'est, en tout cas, certainement pas « le Marat de l'opposition » que voit en lui Albert Hugo⁴, tout au plus une manière de Mirabeau ou de La Fayette, s'il faut à tout prix rechercher une comparaison.

Comme ses parents, son frère, sa sœur, il porte un grand intérêt aux activités littéraires, ce qui explique qu'à vingt-sept ans ce surdoué ait été élu à l'Académie et peu de temps après à la Société Kisfaludy. Il est pratiquement l'ami de tous les écrivains qui marqueront l'époque des réformes et de la guerre d'indépendance, tels Michel Vörösmarty, François Schedel-Toldy, Nicolas Jósika, Joseph Eötvös. Il patronne par ailleurs la Société des amateurs (*Műkedvelő Társulat*) qui s'emploie à développer la littérature dramatique nationale. Romantique byronien, il écrit lui-même des vers et des pièces de théâtre, dont l'une, *Le favori* (*Kegyencz*), publiée en février 1841 et jouée pour la première fois le 6 septembre

⁴ Albert Hugo, *Croquis aus Ungarn*, 1844 : « Er ist der Marat der Opposition. »

suivant, est considérée par les historiens de la littérature hongroise comme un véritable chef d'œuvre, malgré son peu de succès populaire. Ils la placent à l'égal des deux meilleures tragédies du répertoire national *La tragédie de l'homme* de Madách et *Le ban Bánk* de Katona. Ainsi s'explique qu'on ait pu dire du diplomate qui arrive à Paris en septembre 1848 qu'il est le Victor Hugo du drame historique hongrois.

Sur le plan personnel, Ladislas Teleki est un homme de belle prestance que s'arrachent les salons. On le dit l'arbitre des élégances. C'est lui qui ouvre généralement les bals de la haute société. Ses grandes amies et admiratrices sont la comtesse Louis Batthiány, née Antoinette Zichy, la comtesse Georges Károlyi, née Caroline Zichy, et tout ce que compte de belles dames le « faubourg saint Germain » de Pest⁵. Pourtant il ne s'est jamais marié. Il a préféré, malgré l'éducation protestante, vivre en union libre avec la baronne Augusta Liphay, épouse de son ami le baron Etienne Orczy⁶. Et cet amour adultère qui aurait dû faire scandale fut un modèle de longévité. Il fut si solide qu'il dura jusqu'au dernier jour de sa vie, résistant à tous les aléas de la vie, à toutes les tempêtes de l'histoire.

Tout serait donc pour le mieux s'il n'était affligé d'une santé médiocre et de maux divers. Depuis 1844 il souffre souvent de brûlures d'estomac — sans doute un ulcère — dont il ne parviendra jamais à se débarrasser et contre quoi la médecine ne pouvait à peu près rien à l'époque. La vie agitée qu'il mène, les soucis qu'elle lui suscite, ne sont pas faits pour arranger les choses, si même ils ne sont pas à l'origine de son mal. Cette maladie contribuera parfois à aigrir son caractère et, dans les périodes de crise aiguë, à le laisser déprimé, en proie à l'inquiétude.

Au moment où il doit quitter son pays pour aller en défendre les intérêts à Paris, il déploie une activité débordante. Il préside le

⁵ À l'époque de Teleki, le faubourg Saint-Germain, sur la rive gauche de la Seine, était le quartier le plus huppé et le plus aristocratique de Paris.

⁶ Le baron Etienne Orczy sera tué en octobre 1848 au siège de Szenttamás, laissant sa veuve avec quatre enfants. Elle viendra rejoindre Ladislas Teleki plus tard en émigration, et vivra avec lui à Montmorency.

« Club radical », héritier de l'ancien « Club des opposants », dont l'action se situe essentiellement sur le plan politique et parlementaire. Il est par ailleurs, à côté de Casimir Batthiány président, le vice-président de la Ligue protectionniste (*Védegylet*), dont les principaux animateurs sont Louis Kossuth et Maur Perczel. Il participe aussi aux travaux de la Société pour la création de manufactures (*Gyáralapító társaság*) qui entend poursuivre et étendre l'œuvre commencée naguère par Etienne Széchenyi pour faire entrer peu à peu la Hongrie dans le circuit économique moderne.

En dépit de ses multiples activités publiques et privées, littéraires, mondaines, parlementaires, économiques, artistiques, politiques, Teleki n'est pas un ambitieux pour lui-même. Il est si peu assoiffé de pouvoir qu'au lendemain de la révolution du 15 mars il a refusé par deux fois à son ami Louis Batthiány de prendre en charge un ministère. Il a préféré s'engager dans la garde nationale avec le grade modeste de capitaine d'infanterie. Mieux encore, il a pris le commandement d'une compagnie de volontaires israélites, dont personne ne voulait par préjugé raciste. Par là, il a montré de façon éclatante, lui le comte du Saint Empire qui a réclamé naguère l'égalité des religions, la sincérité de ses sentiments et son profond humanisme. Daniel Irányi a raison de dire de lui qu'il est « gentleman jusqu'au bout des ongles et démocrate en une seule personne »⁷. Sans se l'avouer peut-être, il croit à la trilogie républicaine qui fait de la liberté, de l'égalité et de la fraternité le but suprême de toute action publique.

Comment douter après cela qu'il n'ait été le mieux placé des Hongrois pour représenter sa patrie auprès de la Deuxième République française ?

LE CHAUD ET LE FROID

Le 10 septembre 1848, Ladislas Teleki est introduit dans le bureau de Jules Bastide pour sa première audience, l'audience de présentation, celle qui doit symboliquement marquer la volonté de

⁷ Irányi Daniel, « Teleki László az ellenzéki körben », *Ország-Világ*, 1884, n° 1.

la France et de la Hongrie de se reconnaître mutuellement par l'échange de plénipotentiaires.

Le ministre français accueille son hôte avec une sympathie qu'il ne cherche pas à dissimuler. Le républicain intransigeant qu'il est, jadis condamné à mort sous Louis-Philippe pour ses activités subversives, l'homme qui n'a pas hésité à payer de sa personne sur les barricades lors des événements révolutionnaires de février, éprouve à l'évidence des sentiments fraternels envers le représentant d'un pays qui est sur le point de se libérer du joug des Habsbourg et de rejeter l'absolutisme. Il le lui dit sans périphrases avant de lui annoncer qu'il sera prochainement reçu par Cavaignac, chef du pouvoir exécutif, à qui il pourra remettre ses lettres de créance. Le général Cavaignac est depuis les journées de juin investi de pouvoirs dictatoriaux. Il est l'homme fort du nouveau régime et, comme Bastide, c'est un ancien *carbonaro*⁸, un républicain pur et dur qui ne tolère pas le désordre ni l'émeute. Aussitôt après, il lui confirme qu'il va accréditer à Pest un représentant, afin d'établir avec la Hongrie des relations diplomatiques régulières. Puis il lui présente son ami Pierre Pascal Duprat, qui aura pour mission d'ouvrir une légation dans la capitale hongroise. Duprat est lui aussi un farouche républicain, qui a été élu le 23 avril à l'Assemblée constituante.

C'est lui qui, devant les débordements ouvriers, a demandé l'intervention de la troupe pour rétablir l'ordre républicain menacé par les socialistes. Bastide précise encore à Teleki que la nomination de Duprat comme ministre plénipotentiaire en Hongrie sera officiellement annoncée au cours du prochain débat de politique étrangère à l'Assemblée.

Or, voici que soudain tout est bouleversé. Les Français retirent tout ce qu'ils ont dit et promis. On dirait qu'ils veulent alternativement souffler le chaud et le froid pour quelque mystérieuse raison. Duprat se voit retirer son ordre de mission. Teleki est reçu par Ca-

⁸ D'origine napolitaine, le carbonarisme, ou mouvement des charbonniers, s'est développé en France après 1815, sous la forme d'une société secrète analogue à la franc-maçonnerie, pour lutter contre les Bourbon, puis contre les Orléans. C'était une organisation républicaine qui a disparu après 1848.

vaignac, il est vrai, mais c'est en tant que personne privée, comme membre du parlement hongrois, et non plus comme envoyé diplomatique. Le chef du pouvoir exécutif refuse de prendre ses lettres de créance et ne consent à lire que la lettre destinée au ministre des Affaires étrangères. Interloqué, Teleki sollicite des explications. Cavaignac, Bastide, Duprat bredouillent des explications inintelligibles. Ils s'embrouillent dans des prétextes qui ne tiennent pas. En fait, il est assez clair que les dirigeants français sont au comble de l'embarras. Leurs sympathies politiques les ont amenés à négliger les subtilités de la diplomatie et à ne pas bien réfléchir aux conséquences possibles de leurs actes. Bastide avoue que c'est Lamartine, plus volontiers poète que ministre, qui n'a laissé parler que son cœur. Son initiative n'a pas eu de suite immédiate, mais après son arrivée au ministère, Bastide a repris l'idée de son prédécesseur et c'est lui qui a demandé discrètement à Esterházy d'envoyer à Paris un plénipotentiaire.

Il faut dire que, entre temps, la situation a considérablement changé. La camarilla a repris le dessus à Vienne, l'empereur-roi s'est effacé devant ses intrigues et il a tout cédé. Jellašić a franchi la Drave le 11 septembre ; l'armée croate menace la capitale hongroise. Ce n'est que le 29 suivant qu'elle sera arrêtée par Móga à Pákozd et contrainte d'opérer une retraite précipitée vers l'Ouest. Des troubles ont eu lieu dans les montagnes du Nord habitées par des Slovaques. L'insurrection gronde parmi les Roumains de Transylvanie, et les Saxons de la principauté s'arment pour défendre leur roi allemand. Les confins serbes, au Sud, sont à feu et à sang.

Devant ces événements dramatiques qu'ils n'avaient pas prévus les gouvernants français sont brusquement convaincus que les jours de la Hongrie sont comptés. Le chargé d'affaires à Vienne le leur assure sans ménagement. Dans ces conditions, nouer des relations diplomatiques avec les insurgés ne serait pas seulement un pas de cleric, mais une erreur stratégique. En tout état de cause, il faut repousser l'échange officiel des diplomates à une date ultérieure et attendre de savoir ce qu'il va advenir de la Hongrie, maintenant plongée à la fois dans la guerre civile et dans la guerre étrangère. Ce repli prudent paraît devoir d'autant plus impérativement s'imposer que l'on commence à parler d'une possible intervention tsariste depuis que, le 11 juillet, Kossuth a dénoncé la présence sur

le Prut d'une « énorme armée russe ». Bref, le feu est partout et la situation est, semble-t-il, devenue insaisissable.

À ces nouvelles alarmistes il faut ajouter la campagne anti-hongroise orchestrée par des agents slaves et roumains. Ceux-ci s'emploient à présenter leurs adversaires non comme les victimes de l'oppresseur autrichien, mais comme les bourreaux des peuples non magyars, et une partie de la presse française leur fait complaisamment écho.

Bastide, pour sa part, conserve sa sympathie à la Hongrie, mais ne peut provisoirement faire mieux que de recevoir Teleki aussi souvent qu'il le voudra. Effectivement, il ne tient pas compte de ce que le représentant hongrois n'est pour l'heure qu'officieux ; il l'invite aux cérémonies du corps diplomatique comme s'il en était membre à part entière. Il essaie de mettre du baume sur la plaie en attendant des jours meilleurs.

Cela lui vaut une cascade de notes de protestation du chargé d'affaires autrichien, le chevalier Thom, personnage remuant et querelleur qui ne cesse de présenter Teleki sous les couleurs les plus sombres. La fréquentation inévitable du comte hongrois lui déplaît souverainement et il s'en plaint à son ministre : « Je ne cesse de me heurter au comte Teleki dans les bureaux du ministère des Affaires étrangères », lui écrit-il. Harcelé, Bastide se défend plutôt mal. Il affirme au diplomate autrichien qu'il reçoit Teleki « contraint et forcé », « sans aucun plaisir », « bien malgré lui ». D'ailleurs, ajoute-t-il, Teleki n'est qu'un particulier, un « étranger distingué » et rien de plus. À quoi l'irascible Thom rétorque qu'il s'étonne de voir cet étranger distingué à toutes les réceptions du corps diplomatique. En fait, Bastide, tout comme Cavaignac, déteste l'Autriche des Habsbourg et ne serait pas fâché d'en apprendre la disparition. Malheureusement, il faut tenir compte des réalités et pour cela ne rien brusquer. Pour lui aussi « il est urgent d'attendre ». Et puis il y a les événements d'Italie, qui peuvent à tout moment changer les données du problème et renverser la tendance. La France les suit avec un intérêt qu'explique le voisinage plutôt que l'affinité des langues. Bastide, plutôt prudent ailleurs et même carrément circonspect, y intervient en toutes occasions, au risque de se le voir vertement reprocher par la Russie. Après la bataille de Custoza qui a vu la défaite du Piémont, il cherche à

s'imposer comme médiateur. Il déclare prendre Venise sous la protection de la France. Il s'interpose en Sicile pour éviter un massacre général. À Rome il fait rétablir l'ordre et propose l'asile au pape Pie IX.

Au demeurant, au cours de l'automne 1848, les milieux politiques sont accaparés par les problèmes intérieurs. Chacun se demande qui sera le président de la Deuxième République, d'autant que la présence au sein de l'assemblée du prince Louis-Napoléon Bonaparte pèse sur elle comme une épée de Damoclès. Instable, convaincu de sa propre précarité, le gouvernement n'est guère occupé que de lui-même. La politique étrangère s'en trouve finalement reléguée à l'arrière-plan par des hommes qui sont novices en diplomatie. De surcroît, par peur d'une Prusse trop forte et menaçante, ils croient en la nécessité de maintenir l'empire des Habsbourg à titre de contrepoids. En même temps, ils laissent à Teleki l'impression, certainement exacte, de redouter les manœuvres autrichiennes, voire les menaces que Wessenberg profère sans nuances maintenant que la révolution viennoise est écrasée. Le diplomate hongrois n'a pas tort de tirer de ce gâchis le sentiment que son pays ne peut espérer son salut que de ce qu'il adviendra dans la péninsule italienne. C'est bien pourquoi il s'empresse de se présenter au ministre du Piémont et au représentant vénitien.

OUVERTURE DE LA LÉGATION

Froissé moins pour lui-même que pour sa patrie, Teleki se résout à l'inévitable. Qu'importe, après tout, qu'il n'ait pu remettre ses lettres de créance dans les formes traditionnelles. La différence n'est pas si grande entre le caractère officieux qu'il doit accepter et la mission officielle dont il pensait être investi. Dans ce contexte qui se veut provisoire, il s'efforce de jouer au mieux la double pièce qui lui a été commandée par son gouvernement.

Il lui faut d'abord obtenir le soutien moral et diplomatique qui confortera la position de la nouvelle Hongrie face au retour en force de l'impérialisme habsbourgeois et lui sera un précieux encouragement au milieu des énormes difficultés qui l'assaillent.

Outre cet appui moral, il doit rechercher les ressources en subventions, en crédits publics ou privés, en équipements, en armes et en munitions qui renforceront le potentiel offensif et défensif de l'armée nationale hongroise, la Honvéd, et empêcheront peut-être qu'un second front ne soit bientôt ouvert à l'est. Son pays est pauvre, arriéré, sans industries et, depuis la fin des guerres napoléoniennes, dépourvu de cadres militaires aguerris. Enfin, il doit tout faire pour tenter de neutraliser, en tout cas pour contrecarrer la propagande hungarophobe, singulièrement celle des représentants à Paris des nationalités slaves et roumaines. Pour cela, il lui faut faire flèche de tout bois, en ayant recours à la fois aux journalistes hongrois émigrés et aux quelques Français qui lui sont favorables. Lui-même s'efforce en permanence de rétablir la vérité et d'expliquer la politique de son gouvernement, par des mémorandums, des articles, des notes rectificatives et des observations, que cependant beaucoup d'organes de presse reprennent peu, ou même pas du tout. Malgré cela, il ne se lasse pas de dire et de répéter que s'opposer au combat à la vie et à la mort du peuple hongrois, c'est se faire le complice de la cour réactionnaire de Vienne, l'allié de l'absolutisme le plus archaïque, et donc l'ennemi de la République française.

Sa situation est loin d'être confortable, non pas en raison de son caractère officieux (Bastide n'en tient pas compte), mais parce que les événements de guerre l'isolent de sa patrie, ralentissent, et même arrêtent par moments des communications déjà lentes et aléatoires. En outre, il est très pauvre en moyens matériels et pécuniaires et il est un nouveau venu face à des émigrés serbes et roumains installés en France à demeure depuis longtemps.

Néanmoins, pour mener au mieux sa mission et lui donner en quelque sorte « pignon sur rue », il loue un appartement au 11 de la rue de la Paix, dans un immeuble de belle allure construit lors du percement de la voie, à la fin du règne de Napoléon I^{er}, immeuble qui n'existe plus depuis un siècle et à la place duquel se trouve à présent la célèbre bijouterie Cartier, juste à côté de l'hôtel Westminster.

Les avantages que lui procure cette légation qui ne peut pas tout à fait dire son nom sont nombreux. D'abord, Teleki peut y habiter avec un domestique et y recevoir les hôtes qu'il désire honorer,

sans luxe, certes, mais dans des conditions acceptables. Il peut aussi y travailler assez aisément, y constituer des archives, y consulter la presse et quelques ouvrages essentiels. Très vite la légation devient le point de rencontre des émigrés et des voyageurs de passage, soit pour aller aux nouvelles, soit pour en apporter. Surtout, le 11 rue de la Paix est à moins de deux cents mètres du ministère des Affaires étrangères, lequel se trouve aux 22 et 24 de la rue des Capucines, l'entrée principale ouvrant sur le 43 du boulevard qui fait l'angle⁹. Cela lui permet de s'y rendre pratiquement tous les jours pour s'entretenir avec le ministre ou des fonctionnaires. Autour, dans le quartier de la Madeleine, il y a aussi de nombreuses rédactions de journaux, quotidiens et hebdomadaires, facilité assurément appréciable pour cet homme obligé de se battre souvent par voie de presse¹⁰.

Teleki n'est pas seul. Dès qu'il l'a pu il s'est adjoint deux compatriotes de talent qui, en raison de leur situation de fortune personnelle, peuvent se dispenser de recevoir des émoluments, tout en épaulant très utilement son action. L'un est Frédéric Szarvady-Hirsch, l'autre est Joseph Irinyi. Le premier exerce la fonction d'attaché de presse. Il est arrivé à Paris en août et a de lui-même entrepris aussitôt de défendre par l'écrit la révolution nationale hongroise. C'est un journaliste professionnel qui, le cas échéant, sait se muer en un redoutable polémiste. Entré au service de la légation dès son ouverture en septembre, il y a déployé tout de suite une grande activité auprès des journaux français, et d'abord auprès du *National*, créé naguère par Thiers et que dirige alors le maire de Paris, Armand Marrast. En même temps, il rassemble de la documentation, s'occupe du courrier et assure même plusieurs fois les liaisons avec Pest. De son côté, Irinyi, arrivé en octobre, a reçu le titre de conseiller. C'est un assistant d'autant plus efficace qu'il a une excellente connaissance des milieux politiques français et entretient de nombreuses relations personnelles avec des députés,

⁹ Le ministère des Affaires étrangères sera transféré en 1853 sur le quai d'Orsay, où il est resté depuis lors.

¹⁰ Les rédactions des journaux parisiens ont quitté le quartier de la Madeleine pour celui des rues Montmartre et Réaumur sous la III^e République. Elles y sont restées jusque dans les années 1960-1970.

des juristes, des écrivains et des journalistes. Il ne reste auprès de Teleki que sept mois. À l'annonce de la proclamation d'indépendance du 14 avril, il décide de rentrer au pays, le 15 mai 1849, au grand regret de Teleki qui appréciait son bon sens et sa grande courtoisie.

À peine installée, la légation a reçu la visite d'un médecin, natif de Pest, le docteur Louis Mandl qui, pour ses travaux pionniers dans le domaine de la microbiologie, a reçu un prix de l'Académie des sciences et a été fait chevalier de la Légion d'honneur. Mandl a proposé à Teleki de l'aider en l'introduisant dans les milieux scientifiques et en faisant de la propagande autour de lui en faveur de la cause hongroise. Par la suite Teleki aura souvent recours à ses services pour se faire mieux entendre et aura tout lieu de s'en féliciter. C'est par Mandl, par exemple, qu'il entrera en contact avec certains représentants de l'émigration roumaine.

Bien entendu, il recherche en priorité le contact avec les hommes politiques, avec ceux qui peuvent exercer une influence favorable à la cause qu'il défend. En principe, il n'a pas de préférence. Il lui importe peu que ses interlocuteurs soient orléanistes ou monarchistes, républicains de droite ou de gauche. Toutefois, pour tenir compte de la sensibilité du gouvernement en place, il se méfie de certains hommes, réputés trop radicaux. Au début, par exemple, il évite Ledru-Rollin, qu'il juge compromettant en raison de son républicanisme trop abrupt et de l'intransigeance de ses positions. Il a tort. Ledru-Rollin se révélera bientôt un défenseur sincère de l'indépendance hongroise. En revanche, il se lie volontiers d'amitié avec le député de la droite monarchiste Édouard Drouyn de Lhuys, qui pourtant redoute de voir la dissidence hongroise affaiblir par trop l'Autriche face aux tendances hégémoniques de la Prusse.

Un marchand d'armes est venu lui proposer l'achat de cinquante mille fusils, à trente-trois francs l'unité. Il s'est montré très intéressé et souhaiterait en faire au plus vite l'acquisition. Mais il se demande comment il pourrait en assurer la livraison, même par des voies détournées, alors que la Hongrie est littéralement encerclée depuis que Russes et Turcs ont envahi les principautés danubiennes et que les armées autrichiennes occupent une large partie de la Transylvanie (la capitulation de Kolozsvár est du 17 novembre). Faute toutefois de disposer des crédits nécessaires, il n'a pu

que transmettre l'offre à son gouvernement, se désespérant de ne pouvoir agir plus efficacement en faveur de son pays en guerre. François Pulszky, qui a reçu le portefeuille des Affaires étrangères le 9 septembre avec le titre de Secrétaire d'État, en remplacement d'Eszterházy démissionnaire, a soumis l'affaire à son collègue de la Guerre, Lazare Mészáros. Ce dernier, occupé alors à repousser les Serbes en basse Hongrie, n'y a pas donné suite.

C'est que, pendant ces mois de l'automne 1848, la situation de l'Autriche s'est considérablement modifiée. La révolte viennoise a été écrasée le 31 octobre, le prince Félix Schwarzenberg a pris le pouvoir le 22 novembre et installé un cabinet violemment réactionnaire, dont il assume personnellement le département des Affaires étrangères. Le 2 décembre, Ferdinand V a été contraint d'abdiquer, et il a été remplacé par son neveu, l'énergique et autoritaire François-Joseph. Sur le plan militaire, les armées impériales, placées sous le haut commandement du prince Windischgraetz, sont passées à l'offensive, obligeant le gouvernement hongrois à se replier à Debrecen et les armées à reculer sur presque tous les fronts.

C'est dans ces conditions que Pulszky a décidé de confier à Teleki mission de prendre la direction d'un centre d'action diplomatique autonome. Malgré les maux d'estomac qui le font souffrir et une santé plutôt vacillante, et alors qu'il aurait vivement désiré rentrer en Hongrie pour participer aux combats, il se trouve ainsi promu à son corps défendant à la tête d'une manière de super-ambassade, dont la tâche n'est rien moins que de diriger, de Londres à Constantinople, la diplomatie de la Hongrie en guerre, en lieu et place du gouvernement. En d'autres circonstances, cette promotion inattendue serait flatteuse, mais les moyens manquent à Teleki pour accomplir dans de bonnes conditions le travail qui lui est demandé. N'importe ! Ce n'est pas le moment de baisser les bras. Pour donner plus d'ampleur à son action, il entreprend de faire traduire ses écrits non seulement en français (ce qu'il fait lui-même), mais en anglais, en allemand et en italien. Il envoie le baron Louis Splényi sonder le gouvernement de Turin, puis, après le désastre de Novare (23 mars 1849), à Constantinople. Il engage des négociations directes avec le représentant vénitien Niccolò Tommasseo. Il dépêche Ladislas Szalay à Londres pour tenter de

renouer le dialogue avec Lord Palmerston, mais celui-ci lui oppose une fin catégorique de non-recevoir.

Plus que jamais, Paris est le carrefour où se croisent tous ceux qui cherchent à intéresser les puissances occidentales au destin de leur pays. Il n'empêche que Ladislas Teleki n'est pas peu surpris de voir un beau jour débarquer chez lui à l'improviste son propre ministre. Pulszky s'est tout simplement enfui. Il a déserté son poste à l'insu de ses collègues ! Quelque temps plus tard, Teleki voit aussi arriver l'ancien commandant de la Garde nationale, Nicolas Kiss de Nemeskér. Du moins lui n'est-il pas un déserteur. C'est Pulszky qui l'avait nommé ministre plénipotentiaire à la cour du Piémont et qui à présent passe par Paris pour gagner Londres.

En France, dans le même temps, la grande affaire qui fait oublier tout le reste, c'est l'élection du président de la République au suffrage universel. L'Assemblée constituante n'a rien trouvé de mieux que de décider fort malencontreusement que cette élection serait, pour la première fois dans l'histoire du pays, une consultation nationale. Le résultat de ce pas de clerc était prévisible. Le 10 décembre, Louis-Napoléon Bonaparte est triomphalement élu avec 5 430 000 voix contre 1 500 000 à Cavaignac et... 17 900 à Lamartine. Si la forme républicaine du régime demeure, la présence à sa tête du prétendant bonapartiste est en soi un bouleversement. Bastide quitte aussitôt le ministère des Affaires étrangères pour y être remplacé, le 20 décembre, par Drouyn de Lhuys, dans le premier cabinet Odilon Barrot. Heureusement pour Teleki, il a pris soin d'entretenir des relations amicales avec le nouveau chef de la diplomatie française. Mais quelle va être l'attitude du prince-président, alors que nul n'ignore que Bonaparte n'est pas homme à se contenter du rôle décoratif que la constitution lui attribue en principe ?

À sa grande surprise, Teleki constate que Louis-Napoléon éprouve une vive sympathie pour les Hongrois, contrairement à ce que l'on disait de ses prétendues sympathies autrichiennes. Mieux encore, le nouveau président s'invite sans façons à la légation de la rue de la Paix, s'y entretient longuement avec son hôte, ébahi et

ravi¹¹. Le président tient le ministre plénipotentiaire hongrois en très haute estime et ne se gêne pas pour le faire savoir autour de lui, singulièrement à Drouyn de Lhuys. Il reviendra plusieurs fois sans se faire annoncer, consacrant par sa présence le rôle désormais majeur attribué à Teleki et à son ambassade parisienne.

LES POLONAIS

Dès le premier jour, le soulèvement populaire hongrois a eu de profondes répercussions auprès des Polonais émigrés en France. Sitôt ouverte, la légation de la rue de la Paix a vu arriver de nombreux officiers ayant pris part à l'insurrection de 1830-1831, à celle de Cracovie et au soulèvement de la Galicie en 1846, qui se sont déclarés volontaires pour aller combattre aux côtés des Hongrois. Ils voient, en effet, dans les événements de 1848 une occasion inespérée de prendre leur revanche sur les empires de la Sainte Alliance, et de libérer peut-être leur patrie du joug étranger. Beaucoup d'entre eux sont des officiers d'état-major ou bien des spécialistes hautement compétents qui ont fait leurs preuves, même s'ils ont finalement succombé sous le nombre. Ils ont une connaissance de la guerre qui en fait de précieux auxiliaires. Teleki leur conseille de gagner sur-le-champ la Hongrie par des chemins secrets, mais il ne peut leur apporter qu'une aide pécuniaire dérisoire, alors qu'eux-mêmes sont pauvres et sans moyens. La plupart ne renoncent pas pour autant. Ils partent quand même, sans être tellement sûrs de jamais arriver à destination.

À côté de ces émigrés polonais sans autre capital que leur immense courage, et qui sont généralement d'opinion républicaine, il existe dans la capitale française une émigration aristocratique qui a son centre à l'hôtel Lambert, dans l'île Saint-Louis, résidence du prince Adam Czartoryski. Cet ancien confident et ministre du tsar Alexandre I^{er}, compromis dans l'insurrection de 1830, est pourvu d'une très grande fortune, ce qui lui a permis de transporter sur les rives de la Seine un véritable ministère polonais en exil des

¹¹ Karl Kertbeny, *Erinnerungen an Graf Ladislaus Teleki*, Prague, 1862, p. 37.

Affaires étrangères. Il entretient personnellement dans un grand nombre de capitales européennes un réseau important de représentants officieux — le plus souvent des aristocrates fortunés comme lui — qui sont chargés de rappeler sans cesse à des gouvernants étrangers volontiers oublieux l'existence de la Pologne et la nécessité impérieuse de lui rendre son indépendance perdue, et qui constituent pour lui un irremplaçable service de renseignements.

Voilà bien pourquoi, à peine arrivé à Paris, Ladislas Teleki a jugé indispensable, dès le 19 septembre, d'aller se présenter au vieil homme d'État proscrit, même s'il n'ignore pas que, en tant que porte-parole d'une nation slave, il n'est pas forcément acquis d'avance à la cause hongroise, puisque, à cette date, tous les Slaves de Hongrie ont choisi de se rallier à l'Autriche. Mais l'envoyé hongrois est un fin diplomate et il a l'avantage d'appartenir au même monde aristocratique que son hôte. Très vite le contact est établi et Czartoryski se laisse convaincre qu'à la solidarité slave il vaudrait mieux substituer celle des ennemis des Habsbourg. Il le met bientôt en rapport avec le comte Louis Bystrzonowski, l'un des agents les plus actifs et les plus influents de la Pologne exilée. Le prince et lui, dont l'autorité n'est pas négligeable auprès des Sud-Slaves, entreprennent alors de montrer à ces derniers l'intérêt qu'ils auraient à négocier un compromis avec les Hongrois plutôt que de se faire les complices de l'Autriche et de se préparer des lendemains douloureux. Peu après, Bystrzonowski est envoyé en mission confidentielle à Karlovitz, auprès du patriarche des Serbes de Hongrie, Joseph Rajašić. Il s'agit de l'inviter à envisager une confédération des peuples danubiens, conçue selon le modèle helvétique, dont la constitution serait librement débattue autour d'une table entre tous les intéressés. Chaque peuple aurait des droits équivalents, dans le cadre d'une organisation très souple, avec ou sans un souverain commun, Hongrois, Sud-Slaves, Slovaques et Roumains retrouveraient du même coup les conditions d'une coexistence pacifique et féconde, au lieu d'une guerre sans merci qui ne peut qu'exacerber les haines. La Pologne, quant à elle, aurait tout à gagner à voir diminuer d'autant la puissance des Habsbourg. Bystrzonowski, qui est en contact régulier avec Bastide et ne manque jamais de lui faire rapport lors de ses déplacements, en

discute durant deux jours entiers, les 28 et 29 novembre, avec le patriarche. Mais les jeux sont faits, il n'est plus possible de reculer. Rajašić répond évasivement, d'autant que tout laisse à penser que l'armée hongroise, qui bat en retraite de toutes parts, sera écrasée dans les jours prochains. En revanche, la mission du diplomate polonais a au moins un résultat intéressant du point de vue historique. Il ressort en effet clairement des propos du prélat, tels que nous les rapporte son visiteur, que les « Croates » menés par Jellašić à l'assaut de la Hongrie étaient en réalité pour la plus grande partie d'entre eux des Serbes de confession orthodoxe¹².

En coopérant autant que faire se peut avec Czartoryski, Teleki a conscience que cette alliance virtuelle entre les insurgés polonais d'hier et les insurgés hongrois d'aujourd'hui a sur le gouvernement russe l'effet du chiffon rouge sur le taureau. C'est indubitablement une arme à deux tranchants, car elle peut très vite inciter le tsar à envahir la Hongrie par crainte de la contagion révolutionnaire. C'est bien aussi l'opinion de Batthiány.

Dans ce contexte extrêmement mouvant, Teleki est en tout cas pleinement convaincu qu'il n'y a pas d'autre issue au conflit qu'une confédération qui mettrait les Hongrois à égalité avec les autres nationalités. Il est, du reste, logique avec lui-même, puisque, dès le 22 juillet 1848, devant l'Assemblée nationale, il s'était écrié à la surprise générale : « Si la Croatie veut se séparer de la Hongrie... je respecterai sa volonté »¹³. Sachant combien Kossuth est opposé à cette idée d'une confédération, il lui adresse personnellement une lettre le 7 mars 1849, alors que la situation militaire s'est retournée à l'avantage des Hongrois, dans laquelle il ne lui cache pas que, à son avis, « ce n'est pas avec les Autrichiens, mais avec les Serbes, les Croates et les Roumains qu'il faudrait faire

¹² Dans une lettre à Jules Bastide datée du 22 novembre 1848, le comte Bystrzonowski avait déjà relevé, transcrivant les propres paroles du patriarche, que les soldats du ban de Croatie « sont grecs et serbes en grande partie », le mot « grec » devant être compris comme signifiant « orthodoxe, de rite grec ».

¹³ « Ha Horvatország. .. Magyarországtól külön akar válni, akarátát respectálok. »

l'union »¹⁴. Czartoryski pousse à la roue, tout en suspectant Kossuth, non sans de sérieuses raisons, d'être irrémédiablement hostile à ce projet confédéral. Il l'écrit sans ambages à son agent d'Istamboul, le comte Michel Czajkowski, en avril, alors que la république vient d'être proclamée à Debrecen et que Kossuth a été nommé gouverneur du nouveau régime : « Nous avons tout lieu de croire que la personne de M. Kossuth pourrait être une de ces entraves qui empêchent le rapprochement entre les Slaves et les Madjars, malgré le désir mutuel qu'ils en ont »¹⁵. Et le 2 mai, pour tenter d'influer sur celui qui est désormais le maître absolu de la Hongrie en guerre, il lui députe son agent au Piémont, le comte Ladislas Zamoyski. Le moment serait venu de faire un geste spectaculaire qui renverserait les alliances et achèverait sur le plan diplomatique la déroute militaire de l'Autriche avant que celle-ci puisse appeler les Russes à la rescousse. Le nouvel ambassadeur d'Autriche à Paris, en poste depuis mars 1849, le baron Joseph Hübner, ne cache pas à Louis-Napoléon à quel point la situation de son pays est soudain devenue critique. Ne redoute-t-on point de voir l'armée hongroise entrer à Vienne d'un moment à l'autre ? Mais Kossuth a l'esprit jacobin¹⁶. Il conçoit la Hongrie comme les révolutionnaires de 1793 concevaient la France républicaine : « une et indivisible »¹⁷. Il rejette toute idée de confédération, et même de fédération, qui aboutirait au démantèlement du royaume de saint Etienne et remettrait en cause ses frontières. Grisé aussi par la perspective d'une victoire militaire que peut-être la Hongrie va remporter à la fois contre tous ceux qui ont voulu la détruire, il repousse avec indignation les arguments de Teleki, qu'il accuse de s'être fait gruger par Czartoryski. De ce jour, il lui en fera reproche

¹⁴ « Én azt hiszem, nem annyira az osztrákokkal, mint a szerbekkel, horvátokkal és oláhokkal kellene egységbe lépni. »

¹⁵ Archives Czartoryski, 5370.23.

¹⁶ Le mot « jacobin » signifie dans la tradition politique française « républicain intransigeant ». Il suppose une hostilité farouche envers toute forme d'organisation régionale ou fédérale. Il n'a rien à voir avec les Jacobins hongrois arrêtés en 1794 et exécutés en 1795.

¹⁷ Article premier de la constitution votée par la Convention le 11 juin 1793.

comme d'une trahison et leurs rapports seront dorénavant toujours difficiles.

LES NATIONALITÉS

S'il a été aisé à Teleki d'établir des relations suivies, amicales et souvent fructueuses avec les Polonais, y compris avec l'émigration démocratique que dirigent des hommes comme Julien Falkowski ou Louis Mieroslawski, il n'en est pas allé de même avec les représentants des diverses nationalités de l'empire des Habsbourg. Même avec les Tchèques, qui ne font pourtant pas partie du royaume de Hongrie, les rapports ont été d'une grande froideur, car dans le cadre de l'empire d'Autriche, les couronnes de Bohême et de Hongrie sont d'une certaine manière rivales. La Bohême n'a pas intérêt à voir la Hongrie s'émanciper et gagner plus d'indépendance, si elle-même n'est pas en mesure d'en faire autant. Les Tchèques sont tout naturellement, en tant que Slaves, peu favorables aux Hongrois, jugés à tort ou à raison tout aussi oppresseurs que les Allemands. Néanmoins, dans la mesure où la cause polonaise réunit Tchèques et Hongrois, l'hôtel Lambert est le lieu où Teleki parvient quelquefois à nouer le dialogue avec František Ladislav Rieger, gendre de Palacký, ancien membre du Comité national tchèque, réfugié en France. Rieger préconise la création d'un empire fédéral, mais entend s'opposer à tout système qui aboutirait à un dualisme austro-hongrois. Très attaché à l'individualité historique de la Bohême, c'est cependant un homme de bonne volonté, qui apprécie le sérieux du ministre plénipotentiaire hongrois, même s'il redoute une entente d'où son pays serait écarté et qui se ferait au détriment des Slaves. En tout cas, il ne se refuse pas à la discussion, dès lors que celle-ci se tient sous l'égide rassurante de Czartoryski. C'est ainsi qu'il prend part aux entretiens multilatéraux du 19 mai 1849, avec Teleki, Pulszky et Szarvady. Malheureusement les représentants des autres peuples slaves, les Serbes Herkalović et Berlić, le Croate Šupan, eux, ne sont pas venus, montrant bien par leur abstention qu'ils ne partagent pas le point de vue beaucoup plus conciliant des Tchèques et des Polonais. Pour Teleki toute la difficulté est là, depuis le premier

jour de son ambassade à Paris. Il n'est jamais parvenu à se retrouver, même en terrain neutre, avec les Sud-Slaves. Ses déclarations favorables à l'indépendance de la Croatie ne lui ont valu aucune considération particulière parce qu'il reste, aux yeux de leurs représentants en France, le porte-parole d'un gouvernement qui ne lui a jamais officiellement donné raison et n'a manifesté à aucun moment la volonté de suivre son exemple. Le rôle majeur joué par Kossuth dans le cabinet Batthiány d'abord, puis à la tête du Comité de Défense nationale, en ont fait la bête noire des Serbes, des Croates et des Slovaques. Devenu, après son élection comme gouverneur, le véritable dictateur de la République hongroise, ils ont vu en lui leur plus irréductible ennemi, en raison de son nationalisme magyar passionnel. Les propos apaisants, le bon sens, le libéralisme indéniable de Teleki ne pouvaient suffire à les rassurer, et son adhésion au projet d'une confédération danubienne de type helvétique leur est apparu, hélas, comme une duperie, nullement comme une perspective désirable, puisqu'il n'a pas tardé à être désavoué par Kossuth. Le patriarche Rajašić, qui aurait peut-être pu convaincre les Serbes de ne pas rallier Jellašić, ne l'a pas fait parce que, à ses yeux, une Hongrie dirigée par Kossuth ne pouvait qu'être définitivement hostile à tout compromis politique avec les nationalités non magyares. Tous ont encore en mémoire les phrases terribles prononcées par Kossuth le 9 avril 1848, à Presbourg, quand, pressé par Stratimirović de reconnaître le droit à l'existence d'une nation serbe, il a répondu : « Jamais, au grand jamais je ne reconnaitrai sous la sainte couronne hongroise d'autre nation ou nationalité que la hongroise. Je sais qu'il y a des hommes et des peuples qui parlent une autre langue, mais ici il n'y a place que pour une seule nation »¹⁸. Ces mots irrécusables avaient, au demeurant, déjà été prononcés par lui le 11 décembre 1847 devant la chambre basse de la diète. Ils étaient donc bien le fond de sa pensée.

¹⁸ « Én soha, de soha, a magyar szent korona alatt más nemzetet és nemzetiséget, mint a magyart, elismerni nem fogok. Tudom, hogy vannak emberek és népfajok, akik más nyelvet beszélnek, de egy nemzetnél több itten nincsen. » Cité par Endre Kovács et László Katus dans *Magyarország története 1848-1890*, Budapest, 1987, p. 164.

Avec les Roumains, les choses ont été différentes. Dès la mi-septembre 1848, alors qu'il vient tout juste d'installer la légation, le docteur Louis Mandl est venu rue de la Paix lui présenter Nicolas Golesco, ancien chef du gouvernement provisoire issu de la révolution du 23 juin à Bucarest et qui, avec son frère Stefan, a pris une part capitale dans le soulèvement valaque. Teleki engage avec lui le dialogue et le revoit ensuite plusieurs fois. Les réticences du Roumain sont évidentes, mais elles tiennent moins à ses sentiments plutôt hostiles envers les Hongrois qu'à sa crainte de se compromettre aux yeux de ses compatriotes, chez lesquels, en raison de son action passée, il jouit d'une grande confiance. En fait, Golesco est très embarrassé. Il convient volontiers que les révolutionnaires hongrois souhaitent effectivement instaurer un régime politique égalitaire dont bénéficieront les Roumains de Transylvanie, comme le lui confirme Teleki.

Mais les promesses seront-elles tenues ? Il fait état de ses craintes dans un rapport daté du 26 septembre à son gouvernement, dans lequel il rend compte à la fois de sa visite chez Bastide et de ses entretiens avec le ministre de Hongrie. Du fait que la cause des quatre pays (Moldavie, Valachie, Hongrie, Transylvanie) est présentement analogue, un rapprochement serait sans doute possible, mais Golesco est tout de même obligé de constater qu'à l'heure même où il discute avec Teleki, les Roumains de Transylvanie ont pris les armes contre les Hongrois, se faisant bon gré mal gré les alliés objectifs de la cour de Vienne. Dans ces conditions, il lui paraît raisonnable de ne pas signer avec le représentant hongrois quelque pacte que ce soit, même dans le cadre très général du projet de confédération danubienne. Peut-être faut-il voir dans cette prudence extrême de son interlocuteur la raison qui conduit Teleki à le déclarer « encroûté »¹⁹, dans une lettre du 6 octobre à Louis Batthiány. Pourtant, dans le rapport du 26 septembre déjà cité, Golesco précise qu'il a longuement parlé de ce projet confédéral au ministre français des Affaires étrangères et qu'il l'a présenté à celui-ci comme le moyen le meilleur de substituer l'alliance des peuples danubiens et balkaniques à l'intolérable hégémonie des empires russe et autrichien. Il serait difficile d'imaginer qu'il n'en

¹⁹ « Még soha sem találkoztam begyepesedettebb oláhval », écrit-il.

ait rien dit à Teleki au cours de l'automne, soit rue de la Paix en tête-à-tête, soit à l'hôtel Lambert. Du reste, dans un courrier adressé le 7 décembre au comte Bystronowski, le prince Czartoryski le confirme expressément, ajoutant même qu'un accord pourrait être passé à ce sujet tant avec les Roumains qu'avec les Serbes.

Teleki rencontre aussi à l'hôtel Lambert le prince Alexandre Ghica et surtout l'historien Nicolas Bælcescu, ancien secrétaire général du gouvernement provisoire, contraint de s'enfuir à Paris après l'échec de la révolution. À la différence de Golesco et de la plupart de ses compatriotes, Bælcescu est un partisan déclaré de l'entente hungaro-roumaine. Pour mettre un terme au soulèvement que dirige Avram Iancu en Transylvanie, il s'est rendu personnellement à Pest puis à Debrecen, auprès de Kossuth. Par la suite, au nom de l'émigration nationaliste roumaine, il a recommandé à Iancu de rechercher la voie d'un arrangement avec les Hongrois plutôt que de se comporter en allié des Saxons. À Paris, il a pris part à toutes les négociations relatives à la confédération danubienne, pas forcément complaisant pour ses partenaires, mais toujours disposé à écouter leurs arguments. Plus tard, au début de janvier 1850, il partira avec Teleki à Londres pour y rencontrer Palmerston et tenter de mettre sur pied une commission chargée d'élaborer une constitution confédérale réunissant des Roumains, des Hongrois, des Serbes, des Croates, mais aussi des Tchèques et des Polonais. Malheureusement, ce plan trop ambitieux n'aboutira pas ; mais la preuve sera faite que Teleki avait trouvé un terrain d'entente avec les Roumains modérés. L'intransigeance de Kossuth a tout gâché.

LA DÉROBADE

Pendant que se déroulent ces entretiens laborieux avec les représentants des nationalités, le paysage politique de la France a changé. Aux républicains d'avant le 10 décembre 1848 se sont substitués des bonapartistes plus ou moins avérés qui ont senti le vent tourner et supputé les chances à venir de Louis-Napoléon.

Pour Teleki, sa situation de diplomate officieux ne s'en est pas trouvée modifiée, malgré la sympathie que le prince-président lui témoigne volontiers. Le nouveau ministre des Affaires étrangères, Édouard Drouyn de Lhuys, poursuit la politique ambiguë de son prédécesseur, affirmant au ministre hongrois, dans le secret de son cabinet, son souhait d'aider la Hongrie en guerre pour son indépendance, et ne faisant rien par ailleurs pour qu'il en soit ainsi. Comme Cavaignac et Bastide, Louis-Napoléon et Drouyn n'envisagent pas un instant de reconnaître officiellement le gouvernement de Debrecen et de recevoir les lettres de créance de son représentant. Il est vrai que l'absence de ces formalités ne gêne pas le comte Teleki dans l'accomplissement de sa double mission, à la fois comme ministre plénipotentiaire et comme responsable d'une sorte de super-ambassade. Plus tard, lorsque, à la fin de mai 1849, Drouyn cédera la place à Alexis de Tocqueville dans le second cabinet Odilon Barrot, les choses ne seront ni meilleures ni moins bonnes. Le gouvernement de la II^e République continuera jusqu'au bout de s'en tenir à sa ligne de conduite initiale qui lui dicte de ne pas se mêler des affaires de l'Autriche parce que celle-ci est nécessaire, selon lui, au bon équilibre européen. Il se gardera donc de faire quoi que ce soit qui pourrait, en l'affaiblissant, renforcer d'autant sa rivale prussienne.

Paris a beaucoup plus peur des Hohenzollern que des Habsbourg ! Profitant du retournement de la situation militaire en faveur de son pays, Teleki remet le 26 mars au ministre des Affaires étrangères un long mémorandum qui fait l'historique de la question hongroise et rappelle la menace qu'une attaque russe par le nord-est fait peser sur la Transylvanie. Il interroge le ministre pour savoir si la France va tolérer l'irruption de l'armée russe en Europe centrale, alors qu'elle occupe déjà les deux principautés de Moldavie et de Valaquie. Que va faire Paris, demande-t-il, si l'Autriche, pour tenter de maintenir les Hongrois sous sa domination, se place elle-même à la merci du tsar ? Teleki n'hésite pas à dénoncer l'erreur fatale qui consiste à croire que l'on pourra de la sorte préserver le sacro-saint « équilibre » auquel Français et Anglais paraissent superstitieusement attachés. L'Autriche n'est nullement indispensable à cet équilibre, puisque c'est elle-même qui l'a remis

en cause, et un nouvel État hongrois indépendant pourrait tout aussi bien convenir à l'équilibre si ardemment désiré.

Le gouvernement français n'en disconvient pas et paraît disposé à se ranger à l'argumentation hongroise, mais il est comme frappé de pusillanimité. Il se sent impuissant à influencer sur des événements qu'à aucun moment il n'est en mesure de contrôler.

Qui plus est, Louis-Napoléon, qui nourrit déjà en secret des ambitions de restauration impériale, est sensible aux gestes amicaux que constituent à ses yeux la reconnaissance officielle que lui adresse le gouvernement de Saint-Pétersbourg et la nomination du baron de Hübner au poste d'ambassadeur d'Autriche à Paris, vacant depuis plus d'un an.

Le 1^{er} mai, alors qu'à Debrecen Barthélemy Szemere constitue un gouvernement de salut public et confie à l'ami intime de Teleki, le comte Casimir Batthiány, le portefeuille des Affaires étrangères, et alors qu'au même moment François-Joseph se résout à solliciter le renfort des armées russes, le ministre plénipotentiaire hongrois est reçu en audience par Drouyn de Lhuys. Cette audience d'une exceptionnelle longueur — près de deux heures — fait suite à la publication dans les jours précédents, par la légation de Hongrie, d'une brochure au ton pamphlétaire intitulée *L'intervention russe en Hongrie*, dans laquelle il est expressément demandé aux puissances occidentales d'intervenir pour empêcher les deux empereurs de commettre l'irréparable. Drouyn de Lhuys se veut rassurant. Il assure Teleki de sa très vive sympathie envers la cause hongroise ; mais il demeure inactif. Le 12 mai, acculé à devoir fournir des explications à la suite d'une interpellation parlementaire, il s'en tire par une pirouette doublée d'un mensonge. Devant l'Assemblée nationale, il affirme que l'intervention russe dans le conflit qui oppose la Hongrie à l'Autriche est jugée très préoccupante par le gouvernement français et que pour cette raison celui-ci a adressé aux gouvernements de Saint-Pétersbourg et de Vienne une mise en garde énergique. Il en a aussitôt informé ceux de Londres et de Berlin. En outre, si le besoin s'en fait sentir, il serait prêt, déclare-t-il, à entreprendre de nouvelles démarches.

Teleki n'est pas dupe de ces paroles en l'air qui ne renferment rien de bien concret, mais il estime de bonne diplomatie de n'en rien laisser paraître. Au contraire, il adresse à Drouyn par voie de

presse une « lettre ouverte » le remerciant de ses « nobles paroles ». Dans l'espoir de l'amener à sortir de sa réserve — qui fait penser à de la torpeur — et comme pour conjurer le sort, il affirme que « l'intervention russe dans notre pays a rencontré et rencontrera de votre part des obstacles que la Hongrie et l'Europe devaient attendre de vous... Le gouvernement de la République va encore aujourd'hui contribuer à assurer notre avenir en prévenant l'emploi de moyens étrangers contre nous »²⁰.

La réalité est pourtant cruelle : ce gouvernement que Teleki flatte pour ses prétendues initiatives ne fait rien, n'a rien fait, et ne fera rien non plus dans l'avenir. Cela apparaît clairement le 22 mai suivant quand, contraint de s'exprimer une nouvelle fois sur le sujet, Drouyn, qui s'apprête à quitter le ministère dès le lendemain, laisse entendre que vouloir empêcher l'intervention russe en Hongrie, c'est tout simplement vouloir la guerre. Teleki n'est pas un naïf, il sait qu'un tel argument signifie que ni la France ni l'Angleterre ne lèveront le petit doigt pour protéger son pays de l'agression étrangère.

Quelques jours plus tard, à la suite des élections législatives qui ont donné à Bonaparte une énorme majorité de sièges au parlement, un nouveau cabinet est constitué par Odilon Barrot, avec cette fois Tocqueville aux Affaires étrangères. À peine entré en fonction, celui qui a été universellement admiré pour son œuvre pénétrante sur « La démocratie en Amérique », d'une étonnante clairvoyance et d'un sens rare de l'analyse historique, ne peut faire mieux que son prédécesseur. Il déplore de se voir réduit au rôle d'observateur et regrette « avec une infinie tristesse » de n'avoir aucun moyen d'intervention ; puis il attend passivement la suite des événements !

C'est l'instant où le journaliste républicain radical Louis Csernátony, secrétaire de Kossuth, apporte à Paris l'annonce officielle du détronement de François-Joseph et de la rupture de la Hongrie avec la dynastie des Habsbourg. Teleki en fait un résumé quelque peu édulcoré pour la presse. La France est une république, il est vrai, qui elle non plus n'a pas de tête couronnée, mais nul n'ignore que son président n'est autre que le prétendant bonapartiste et qu'il

²⁰ *Journal des débats*, n° 59, 14 mai 1849.

convient d'autant plus de le ménager que sa position est maintenant considérablement renforcée. De toute façon, les dés sont jetés. Quelques jours plus tôt, à Varsovie, un accord a été formellement passé entre les deux souverains de Russie et d'Autriche. Sans se soucier des réactions de l'opinion publique française, ni des « mises en garde » ou des « démarches » de Drouyn de Lhuys, ils ont convenu de conjuguer leurs forces armées pour écraser la Hongrie révolutionnaire et indépendante. Dans ces conditions, Teleki se doit d'être très clair et de quitter pour un temps le langage feutré de la diplomatie. Dans un article que fait paraître *Le National* du 24 mai, il accuse l'empereur-roi d'avoir « allumé la guerre civile et sociale au cœur du pays » et la dynastie d'avoir « foulé aux pieds tous les principes du droit et de l'honneur ». Il dénonce l'acte criminel par lequel un souverain déchu « n'a pas craint d'attirer sur ses sujets les fléaux des baïonnettes étrangères pour étouffer à la fois la liberté et la civilisation », alors que dans le même temps « le continent compte un libre pays de plus dont l'ardent désir est de vivre en paix ».

Désenchanté par l'indifférence qui l'entoure, en dépit des nombreuses déclarations de sympathie qui lui parviennent, Teleki en arrive à imaginer que le salut de son pays n'est pas en Occident mais en Turquie. Il s'en ouvre à ses correspondants et singulièrement dans une lettre du 16 juin à François Pulszky, n'hésitant pas à écrire que dorénavant « c'est la Turquie qui constitue le point le plus important de notre diplomatie hongroise »²¹. Ne sachant plus à quel saint se vouer, désemparé par la tournure tragique des événements, il demande instamment à être relevé de ses fonctions, surtout quand lui parvient de Casimir Batthiány une circulaire dont les dispositions à l'égard des nationalités vont en sens contraire de tout ce qu'il a fait jusque là. Il est à présent en tel désaccord avec Kossuth et son gouvernement qu'il ne lui est plus moralement possible de continuer à le représenter. Las de mesurer chaque jour un peu mieux la vanité de ses efforts, rongé par les scrupules de sa conscience, il quitte Paris pour Londres fin juillet, dans le vain espoir d'obtenir sur les rives de la Tamise ce qu'il n'a pas réussi à avoir sur celles de la Seine. Il est bientôt rattrapé par les événe-

²¹ « A mi magyar diplomáciánk legfontosabb pontja Törökország. »

ments. De retour à Paris vers le 13 août, le jour de la capitulation de Világos, il apprend la terrible nouvelle le 21 suivant. Sa mission est terminée. Elle n'a pas même duré onze mois, et elle a été de bout en bout un échec.

BIBLIOGRAPHIE

- AGULHON Maurice, 1973, *1848 ou l'apprentissage de la République*, Paris.
- AGULHON Maurice, 1986-1987, *La seconde République, 1848-1852*, Paris.
- ALTER Wilhelm, 1912, *Die auswärtige Politik der ungarischen Revolution*, Berlin.
- BASTIDE Jules, 1858, *La République française et l'Italie en 1848*, Bruxelles.
- CASTELOT André, 1985, *Napoléon III*, Paris.
- DANSETTE Adrien, 1943, *Deuxième République et Second Empire*, Paris.
- DANSETTE Adrien, 1961, *Louis-Napoléon à la conquête du pouvoir*, Paris.
- DUPRAT Pascal, 1867, *La conjuration contre les petits États en Europe*, Lausanne.
- EISENMANN Louis, 1904, *Le compromis austro-hongrois*, Paris.
- FRIEDJUNG Heinrich, 1908, *Die Geschichte Österreichs*, Vienne.
- GRÜNWARD Béla, 1881, *Új Magyarország*, Budapest.
- HAJNAL István, 1957, *A Batthány kormány külpolitikája*, Budapest.
- HAMEL E., 1892, *Histoire de la seconde république*, Paris.
- HARCOURT Bernard de, 1882, *Les quatre ministères de M. Drouyn de Lhuys*, Paris.
- HELFERT Joseph-Alexandre von, 1907, *Die Geschichte der österreichischen Revolution*, Fribourg en Brisgau.
- HÓMAN-SZEKFŰ, 1939, *Magyar történet*, vol. V, Budapest.
- HORVÁTH Mihály, 1865, *Magyarország függetlenségi harcának története*, Genève.
- HORVÁTH Zoltán, 1964, *Teleki László*, Budapest.
- HUGO Albert, 1844, *Croquis aus Ungarn*, Vienne.
- IRÁNYI Dániel, 1884, « Teleki László az ellenzéki körben », *Ország-Világ*, n° 3, Pest.

- IVÁNYI Béla, 1931, *A Római Szent-Birodalmi Széki gróf Teleki család Gyömrő-i levéltára*, Budapest.
- KERTBENY Karl, 1862, *Erinnerungen an Graf Ladislaus Teleki*, Prague.
- KOSÁRY Domokos, 1940, *Kossuth és a Védegylet*, Budapest.
- KOSÁRY Domokos, 1990, *Újjáépítés és polgárosodás*, Budapest.
- KOVÁCS Endre, 1958, *Magyar-délszláv megbékélési törekvések 1848-1849-ben*, Budapest.
- KOVÁCS Endre, 1976, *A szabadságharc és a francia közvélemény*, Budapest.
- KOVÁCS Endre, 1987, *Magyarország története*, vol. 6/I, Budapest.
- LA GORCE Pierre de, 1887, *Histoire de la seconde république française*, Paris.
- LAMARTINE Alphonse de, 1867, *Histoire de la révolution de 1848*, Paris.
- LAVISSE Ernest, 1900-1910, *Histoire de France*, vol. V, Paris.
- LENGYEL Tamás, 1942, *Gróf Teleki László*, Budapest.
- MÉREI Gyula, 1980, *Magyarország története*, volume 5/2, Budapest.
- MURAT Inès, 1987, *La Deuxième République*, Paris.
- NIGOUL Toussaint, 1887, *Pascal Duprat, sa vie, son œuvre*, Paris.
- SÉGUIN Philippe, 1990, *Louis Napoléon le Grand*, Paris.
- SPROXTON Charles, 1919, *Palmerston and the Hungarian Revolution*, Cambridge.
- SPULLER Eugène, 1891, *Histoire parlementaire de la deuxième république*, Paris.
- SZABÓ Ervin, 1948, *Társadalmi és pártharcok a 48-49-es magyar forradalomban*, Budapest.
- SZARVADY Friedrich, 1852, *Paris : Politische und unpolitische Studien und Bilder, 1848-1852*, Berlin.
- SZEKFŰ Gyula, 1935, *Három nemzedék*, Budapest.
- TÁBORI Kornél, 1921, *Titkos rendőrség és kamarilla*, Budapest.
- THIRRIA Hippolyte, 1895-1896, *Napoléon III avant l'Empire*, Paris.
- THUREAU-DANGIN Paul, 1874, *Royalistes et Républicains*, Paris.
- THUREAU-DANGIN Paul, 1876, *Le parti libéral sous la Restauration*, Paris.
- TUDESQ André Jean, 1965, *L'élection présidentielle de Louis-Napoléon Bonaparte, 10 décembre 1848*, Paris.
- VAUQUELIN Ernest, 1876, *M. Pascal Duprat*, Paris.
- WURZBACH Constantin, 1856-1891, *Biographisches Lexikon des Kaiserthums Österreich*, 43 vol., Vienne.

RÉSUMÉ

László Teleki's embassy to Paris (1848-1849)

In September 1848, Count László Teleki was delegated to Paris as ambassador to France by the new independent Hungarian government of Lajos Batthyány. Cavaignac however – head of the French executive power – in spite of his sympathy for the Hungarian Insurgents' claims, had no wish to upset the balance of European diplomatic relations : he firmly believed Austria was essential to this, inasmuch as it balanced out Prussian supremacy in Central Europe. Acknowledging the independence of Hungary would have been too dangerous, since just a short time before, Austrian armies had once again got the better of the Hungarian revolutionary forces, forcing the newly-formed Hungarian government to flee to Debrecen. Though his credentials had therefore been refused, Teleki was allowed to unofficially open an embassy in Paris, and became head of a press campaign decidedly set on explaining the will of Hungary to exist independently and rid itself of Habsburg oppression – throwing off any foreign yoke. At the same time, Teleki tried to convince Slavic and Rumanian political emigrants in Paris to adopt his views regarding a Danubian confederation – results, however, proving fairly poor ; only the Poles rallied to it to some degree. One after the other, the various French governments were equally reluctant to intervene in Hungary's defence against both Austrian and Russian interventions. Teleki's mission ended in August 1849, after Hungarian defeat at Világos – having come out with no truly positive results.

Teleki László követsége Párizsban 1848-49 ben

1848 szeptember elején, a márciusi forradalom után alakított új független magyar kormány gróf Teleki Lászlót meghatalmazott követként küldi Párizsba, hogy a második francia köztársaság kormánya mellett az újjászületett magyar államot képviselje. A hírneves erdélyi család református ágából származó diplomata, rögtön megérkezése másnapján át akarja nyújtani a francia miniszterelnöknek megbízólevelét, de Cavaignac, noha rokonszenvezik a magyar szabadságharcosokkal, nem hajlandó átvenni tőle, mert attól tart, hogy ha elismeri Magyarország szakítását Ausztriával, ez utóbbi nem lesz képes a porosz fellendülést ellensúlyozni és a háborús erő kifejtését megghiúsítani Középeurópában. E sértő

elutasítás ellenére, Teleki nem csügged el és egy félhivatalos követséget állít fel. Bastide, a külügyminiszter, ugyanúgy kihallgatáson fogadja, mintha hivatalos minőségben lenne. Teleki széleskörű sajtóhadjáratot folytat a magyar nemzeti ügy érdekében. Ugyanakkor igyekszik a franciaországi szláv és román politikai emigráció vezetőivel érintkezésbe lépni és egy dunai államszövetség tervezetét javasolni, de hiába. Csak a lengyelekkel sikerül tárgyalnia. Egyébként a francia belső politika gyorsan változik, miután a bonapartisták többségbe kerülnek a nemzetgyűlésben és Louis-Napoléon készül elnökké választására. A világosi fegyverletétel véget vet Teleki küldetésének, mely tulajdonképpen mindvégig megbukott.